

54782

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITED

E/CN.14/CA/ECOP/7
17 Octobre 1969

Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Reunion sous-regionale sur la cooperation
economique en Afrique du centre
Kinshasa, 17-22 Novembre 1969

APPAREIL DE COORDINATION DE LA PLANIFICATION ET DES POLITIQUES
DE TRANSPORT DANS LA SOUS-REGION DE L'AFRIQUE DU CENTRE

M169-2611

Appareil de coordination de la planification et des politiques
de transport dans la sous-région de l'Afrique du centre

A. INTRODUCTION

1. Un réseau de transports économique et efficace est indispensable à l'expansion de l'industrialisation, au développement de l'agriculture, au commerce de transit et au commerce intra-régional ainsi qu'à l'accélération du progrès social et économique. L'infrastructure des transports de la sous-région, toutefois, n'est ni bien développée ni coordonnée, et les services de transports sont souvent peu satisfaisants. Pour améliorer cette situation, on considère comme indispensable de créer un organe sous-régional, d'une forme ou d'une autre, chargé d'étudier les problèmes du transport communs aux pays de la sous-région, de proposer des solutions et de favoriser le développement de réseaux de transport intégrés au sein de la sous-région.
2. Conscient du fait que la coordination des réseaux de transport nationaux particuliers et par conséquent celle des programmes de développement des transports dans l'ensemble de la sous-région est indispensable à l'accélération du développement économique, et convaincu d'autre part que, pour être harmonieux, le développement requiert une planification concertée, la CEA, en collaboration avec le Gouvernement belge, a fait une étude sur les besoins de la sous-région dans le secteur des transports; le rapport correspondant, intitulé "Etude des transports internationaux de surface en Afrique du centre" a été envoyé aux pays intéressés afin de leur permettre, après examen, de faire le nécessaire pour trouver les fonds qu'exigent les études de possibilité, etc.
3. Aux fins de coordination, là, en particulier, où on prévoit d'établir des liaisons internationales, les pays membres doivent absolument envisager de créer un appareil gouvernemental chargé de coordonner les politiques et la planification des transports.

4. Le présent document a pour objet de donner une idée des objectifs et de la structure éventuels de cet appareil.

B. OBJECTIFS

5. L'appareil intergouvernemental envisagé pour la coordination de la planification et de l'exploitation des transports sur une base sous-régionale aura à s'occuper en se fondant sur les réalités concrètes, de six modes de transport : 1) transports aériens, 2) transports maritimes, 3) transports ferroviaires, 4) transports routiers, 5) transports sur voies navigables intérieures et 6) cabotage.
6. L'appareil devra fonctionner sur le plan pratique, les problèmes auxquels il aura à apporter des solutions concrètes pouvant être les suivants :

7. Transports aériens : Les principales tâches auxquelles l'appareil devra s'atteler sont les suivantes :

- i) Création d'une compagnie aérienne africaine multinationale desservant la sous-région;
- ii) Normalisation de l'équipement;
- iii) Création d'un ou de plusieurs centres ou bases techniques dans la sous-région, qui seraient chargés en particulier de la révision des aéronefs et des moteurs;
- iv) Création d'un centre technique commun chargé d'un certain nombre de fonctions que les gouvernements pourraient trouver difficile d'assumer en raison du manque de personnel qualifié et de fonds : certificats de navigabilité des avions, délivrance de brevets professionnels au personnel, maintien des normes de vol, enquêtes sur les accidents, etc..
- v) Création dans la sous-région d'établissements de formation du personnel de toutes les catégories et branches de l'aviation.

8. Transports maritimes et cabotage : Parmi les tâches les plus importantes auxquelles l'appareil devra s'attaquer figurent les suivantes :

- i) Exploitation commune de compagnies de navigation maritime, l'objectif étant de constituer des compagnies africaines multinationales de navigation maritime.
- ii) Simplification des formalités administratives dans la sous-région.
- iii) Création dans la sous-région d'établissements de formation du personnel de certaines catégories professionnelles maritimes, dont la gestion des ports; à cet égard, le secrétariat pense en particulier aux organismes patronnés par le PNUD, tels que : le Centre de recherche et de formation au chantier naval, Valdivia (Chili); le National Maritime Development Institute, Taipei (Chine) et le Deck Personnel Training Centre, Narayanganj (Pakistan oriental);
- iv) Amélioration des installations portuaires, dont les voies d'accès aux ports.
- v) Adhésion à la convention relative au commerce de transit des pays sans littoral, adoptée lors de la Conférence internationale des plénipotentiaires tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, en juillet 1965.
- vi) Progrès techniques des transports maritimes ainsi que des plans et de la construction des ports, etc. (dont le conditionnement des marchandises).

9. Transport ferroviaires : Afin d'améliorer les services des réseaux ferroviaires de la sous-région, les questions à étudier pourraient être les suivantes :

- i) Projets de mesures concrètes tendant à réduire au minimum, voire à éliminer, les différences entre les prescriptions techniques pour faciliter les raccordements entre, d'une part, les réseaux sous-régionaux et, de l'autre, les réseaux internationaux, quand ces travaux sont possibles du point de vue économique;
- ii) Effets des progrès de la technique moderne sur les transports ferroviaires;
- iii) Création, dans la sous-région, de moyens de formation pour le personnel de toutes les catégories et disciplines du transport ferroviaire;
- iv) Simplification des formalités frontalières.

10. Transports routiers : Les questions sur lesquelles l'appareil sous-régional aurait à se prononcer d'urgence pourraient être les suivantes :

- i) Détermination d'un réseau routier international pour la sous-région.
- ii) Définition d'un ordre d'urgence pour les travaux de construction routière et d'aménagement du réseau existant, en fonction des besoins de la sous-région.
- iii) Adoption des normes minimales pour les routes internationales et les ponts de la sous-région;
- iv) Adoption de la convention révisée des Nations Unies sur le trafic routier et la signalisation routière;
- v) Normalisation des permis de conduire nationaux dans la sous-région, de manière à faciliter la circulation routière entre les pays;
- vi) Simplification des formalités frontalières;
- vii) Formation de personnel routier.

- viii) Développement des recherches dans la sous-région et leur application à l'étude et à la construction des routes;
 - ix) Normalisation des statistiques sur les routes et la circulation routière;
 - x) Fabrication locale de matériel de transport routier.
11. Transports fluviaux et lacustres : Pour permettre aux pays de la sous-région de bien utiliser leurs voies navigables intérieures, les problèmes que l'appareil envisagé aurait harmoniser pourraient être les suivants :
- i) Demande de transport sur voies navigables intérieures, par rapport à l'aménagement de ces voies et des ports fluviaux et lacustres;
 - ii) Simplification des formalités administratives;
 - iii) Formation d'un personnel d'exécution qualifié;
 - iv) Rationalisation du matériel et des bateaux fluviaux.

C. STRUCTURE

12. Il est à recommander que l'appareil intergouvernemental de coordination des transports pour la sous-région de l'Afrique du centre soit constitué comme suit :
- a) Un comité de coordination des transports pour l'Afrique du centre,
 - b) Des sous-comités pour les différents modes de transport.
13. Le Comité de coordination des transports pour l'Afrique du centre :
- Ce comité sera composé des ministres ou de hauts fonctionnaires compétents des pays membres. Théoriquement, ce comité pourrait saisir les gouvernements membres des programmes d'action que les gouvernements intéressés auraient ensuite à ratifier.

Le comité de coordination aura pour fonction essentielle de faire en sorte que les répercussions, sur les transports, des propositions de développement multinational dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture et du commerce font l'objet d'études approfondies dont découleront des politiques et des projets concrets et que les programmes de développement des transports se superposent à ceux qui intéressent la coopération économique multinationale.

Le comité s'occupera aussi, en particulier, des rapports entre les différents modes de transport.

14. Le Président et le secrétaire du comité de coordination seront élus à la majorité simple.
15. Le Président du sous-comité chargé du mode de transport à considérer sera d'office, co-secrétaire du comité de coordination lors de la discussion du même sujet.
16. Le mandat du Président et des secrétaires du comité de coordination sera défini par le comité.
17. Le comité de coordination fonctionnera par correspondance et à l'occasion de réunions annuelles.
18. Les sous-comités : Il y aura pour chacun des différents modes de transport un sous-comité de travail; ces comités seront les suivants :
 - i) Sous-comité des transports aériens;
 - ii) Sous-comité des transports maritimes, fluviaux et lacustres et du cabotage;
 - iii) Sous-comité des transports ferroviaires;
 - iv) Sous-comité des transports routiers.
19. Ces sous-comités, dont les membres seront nommés par le comité de coordination, seront composés de représentants techniques (ingénieurs en chef, administrateurs, etc.) des administrations nationales responsables du mode de transport considéré, nommés par leurs gouvernements respectifs.

20. La composition de chaque sous-comité variera en fonction du nombre de pays usant du mode de transport considéré.
21. Dans certains cas spéciaux, des groupes de travail pourront être institués par les sous-comités pour étudier des problèmes particuliers.
22. Les sous-comités éliront leur propre président et leur secrétaire; ils travailleront par correspondance et à l'occasion de réunions aussi fréquentes que nécessaire.
23. Le mandat du Président et celui du secrétaire seront fixés par le sous-comité en fonction du genre et du volume des travaux à effectuer.

- - - - -

~~SECRET~~
~~SECRET~~
~~SECRET~~ pp

~~SECRET~~ ~~SECRET~~

~~SECRET~~